BULLETIN INTERIEUR

Parti Socialiste

12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)

FEVRIER 1970 — N° 7

SOMMAIRE

A) CONSEIL NATIONAL BONDY - 7 et 8 février 1970

1°) CE QU'A DIT Alain SAVARY

* sur le Parti communiste
* sur le Parti radical
* sur la situation du Parti

2°) LES TEXTES VOTES PAR LE CONSEIL NATIONAL

B) L A V I E D U P A R T I

C) MISE AU POINT d'Alain SAVARY à la suite d'une Conférence de Presse de la Fédération de Paris.

D) LA JOURNEE D'INFORMATION SUR LE PLAN D'ACTION SOCIALISTE.

E) LES REUNIONS d'Alain SAVARY

... et quelques extraits de presse.

F) ACTIVITES DU PARTI ET DECLARATIONS

G) L ' I N T E R N A T I O N A L E

H) LES GROUPES DE TRAVAIL

I) LES ORGANISMES CENTRAUX

* le Bureau
* le Comité Directeur
* ... Dernière minute ...

Coll. Fondation Jean Jaurès

A B O N N E M E N T P A R A N ,

au " BULLETIN INTERIEUR "

et à " LA DOCUMENTATION SOCIALISTE "

- 10 FRANCS -

Robert FOUQUART : C.C.P. PARIS 55. 7017

Le Directeur de la Publication:
Jacques ENOCK

Le Gérant:
Robert FOUQUART

Coll. Fondation Jean-Jaurès

A) CONSEIL NATIONAL

BONDY

7-8 Février 1970

X X X

DÉCISIONS

Le CONSEIL NATIONAL constate la conformité de l'action des organismes centraux avec les décisions prises par le Congrès d'ISSY-les-MOULINEAUX, et, en conséquence, approuve cette action.

(Adopté à l'unanimité moins 2 abstentions)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ELECTIONS CANTONALES

Le CONSEIL NATIONAL rappelle que le Parti a pris les dispositions nécessaires pour que des candidats socialistes soient disponibles dans tous les cantons afin d'y présenter et d'y défendre le programme socialiste.

Le CONSEIL NATIONAL souhaite que les élections cantonales soient l'occasion de nouveaux progrès dans la voie de l'union de la gauche et renouvelle son invitation aux autres formations de la gauche socialiste, la Convention et le P.S.U., à joindre leurs efforts aux siens dans ce but.

Il demande en conséquence aux Fédérations du Parti de continuer leur action pour qu'au premier tour soient évités les affrontements entre les candidats de la gauche socialiste ou avec ceux des radicaux qui sont disposés à s'associer au combat de la gauche.

Au second tour, dans le même esprit, les Fédérations du Parti devront négocier avec les Fédérations correspondantes des organisations politiques de gauche intéressées, et notamment le Parti Communiste, le retrait au bénéfice du candidat le mieux placé pour assurer le succès de la gauche.

Pour le second tour, exceptionnellement, lorsqu'il sera évident qu'aucun candidat de la gauche n'est en mesure d'être élu, les Fédérations socialistes prendront les mesures nécessaires pour faire battre les candidats réactionnaires par des hommes qui, sans épouser les points de vues socialistes, s'opposent résolument au pouvoir actuel.

- Adopté à l'unanimité moins 3 voix contre et 11 abstentions.

****

CATASTROPHE DE FOUQUIERES-les-LENS (P.d.C.)

Le CONSEIL NATIONAL du Parti Socialiste, réuni au lendemain de la catastrophe de FOUQUIERES, exprime sa vive émotion devant les victimes (16 morts-16 blessés), sa douloureuse sympathie à leurs familles et sa solidarité à la laborieuse population minière si cruellement éprouvée.

****

COMMISSION DE VERIFICATION DES MANDATS

Le CONSEIL NATIONAL a adopté, à l'unanimité, la motion suivante présentée par BARATON, au nom de la Commission de vérification des mandats:

" La Commission de vérification des mandats a
" procédé, fédération par fédération, à l'exa-
" men des comptes des prises de feuillets et
" de timbres.
"
" Elle a constaté l'exactitude des comptes,
" conformément aux articles 30 et 31 des Sta-
" tuts.
"
" Elle a validé un total de 2.445 mandats."

****

Ce qu'a dit Alain SAVARY au Conseil National

xxx

I - Sur le parti Communiste

... Le Congrès de NANTERRE constitue-t-il à cet égard une réponse définitive - dont la condamnation des thèses de GARAUDY serait un des éléments ?

Le souci de mobiliser les militants, inhérent à tout Congrès ne peut justifier la façon satisfaite et parfois péremptoire avec laquelle les communistes français analysent la situation du monde qui nous entoure. Il y a là immobilisme d'analyse et de pensée; Par contre l'affaire tchécoslovaque et la nécessité dans laquelle les dirigeants communistes se sont trouvés, de réexpliquer le centralisme démocratique mis en cause publiquement à l'intérieur du Parti, démontrent que ce Parti ne peut pas se couper de la vie.

C'est à nous de faire en sorte que le débat ne retombe pas.

Hier, Georges MARCHAIS déclarait aux journalistes que le Parti communiste français "a changé, change et changera encore".

Nous disons: "Comment, vers quoi, jusqu'où ?".

Cela dépend certes de lui, de la vie, mais aussi de nous.

Et voilà pourquoi le dialogue doit s'instaurer. ...

-=-

II - Sur le parti Radical

... Nous sommes d'autre part très attentifs à ce qui se passe au Parti Radical.

Les radicaux sont des alliés naturels et les récentes déclarations de leur Président et de leur Secrétaire Général répondent à ce que nous avons de notre côté affirmé.

En ce qui concerne le Manifeste, il est important et utile qu'il condamne certains aspects les plus néfastes du capitalisme.

On a écrit qu'il nous embarrassait et qu'il nous débordait sur notre gauche. Je ne vois pas en quoi.

Le Parti ne pourra à la vérité porter de jugement qu'à l'issue du Congrès du Parti radical du 15 février, après un examen approfondi des objectifs certes, mais aussi des moyens qui seront retenus pour atteindre ces objectifs. ...

-=-

III- Sur la situation du Parti

Avant que s'ouvre le débat d'aujourd'hui, je voudrais enfin vous faire part du sentiment que je retire des contacts que j'ai eus avec les fédérations qui m'ont invité et qui m'ont donné l'occasion de me faire une idée que je crois assez complète de l'état moral de notre organisation.

Deux choses m'ont frappé, et je me suis persuadé que le débat d'aujourd'hui les feront apparaître clairement aux yeux de l'opinion publique:

- d'abord, que presque partout- et peut être là surtout où le socialisme était affaibli, se manifeste une volonté de travail, de rajeunissement, dont les fruits n'apparaissent pas toujours dans l'immédiat dans les statistiques, mais dont nous pouvons beaucoup espérer;

- ensuite, que les divisions que les adversaires nous prêtent, ont un caractère très artificiel et que, jeunes et vieux militants ont en commun des aspirations identiques, même si comme il est salubre, des divergences se produisent au niveau des modalités souhaitables de l'action quotidienne.

On dit que le socialisme français sort d'une crise. Non, il en est déjà sorti et il est prêt à la lutte.

***

La Commission des Résolutions a donné mandat au Premier Secrétaire de faire une déclaration concernant les problèmes universitaires et les carences du Gouvernement sur cette importante question.

Nos Camarades trouveront ci-dessous cette déclaration rédigée, à la demande d'Alain SAVARY, par Roger QUILLIOT président du groupe de travail "EDUCATION NATIONALE".

Les signes de dégradation accélérée se multiplient dans l'Université.

Faute d'une loi-programme financière réclamée par les socialistes, la loi d'orientation qui représentait, en son principe, une conquête, se vide chaque jour davantage de son sens: l'intendance n'a pas suivi.

Les insuffisances en personnel -et le recrutement pour 1970 sera de moitié inférieur à ce qu'il fut en 1969- défigurent les réformes entreprises en matière de pédagogie et de contrôle des connaissances. De récents décrets qui interprètent de façon restrictive la loi d'orientation affaiblissent la représentativité des conseils de gestion. De nombreux projets de construction sont différés ou annulés.

Des mesures improvisées ou volontairement provocantes comme la suppression inopinée de la seconde langue vivante, avivent les inquiétudes étudiantes quant aux débouchés. Sur fond de scepticisme et de chaos, provocation et répression s'épaulent pour entretenir un climat explosif.

La position des socialistes est simple: face à des tentatives de restauration conservatrice, ils entendent que toutes les virtualités de la loi d'orientation soient exploitées chaque fois que la chose demeure possible. Partout ailleurs, ils combattent les carences du pouvoir et le pourrissement entretenu par ses soins.

Pour autant, ils ne sauraient excuser le comportement d'éléments irresponsables qui, au nom d'une violence absurde, s'en prennent à des personnalités aussi libérales que le Doyen Ricoeur, et compromettent gravement les causes qu'ils prétendent défendre.

Entre les silences complaisants, la lassitude résignée et l'intolérance ou la politique du pire, il y a place pour un combat sérieux et efficace dont dépendent l'Université de demain et à travers elle, l'avenir du pays.

xxx

B) LA VIE DU PARTI

I.- LE CONSEIL NATIONAL DE BONDY - 7 et 8 février 1970

Ce fut un Conseil National fort intéressant parce qu'il était le premier depuis la constitution du PARTI SOCIALISTE et qu'il se déroulait six mois après le Congrès d'ISSY-les-MOULINEAUX.

De plus, les délégués furent particulièrement frappés par la représentation fort importante de jeunes et nouveaux camarades qui prirent une part très active dans les débats. Ce qui permit à un certain nombre de camarades chevronnés et notamment à Guy MOLLET d'abord, de faire une intervention vigoureuse et très positive et à Alain SAVARY ensuite, de tirer les conclusions de ce débat en définissant avec clarté et précision l'orientation politique et stratégique du Parti.

Il est également remarquable que les textes votés aient été adoptés à la quasi-unanimité.

C'est ainsi que la résolution concernant les Elections cantonales fut adoptée à l'unanimité moins 3 voix contre et 11 abstentions et l'approbation de l'action menée par les organismes centraux fut votée à l'unanimité moins 2 abstentions.

Nous pouvons également nous réjouir des excellentes conditions matérielles dans lesquelles se déroula ce Conseil National, grâce au dévouement et à la compétence des camarades du Secrétariat Administratif National et des membres du service d'ordre.

Notre camarade Maurice COUTROT, Sénateur-Maire, ainsi que les militants de la section socialiste de BONDY ont également beaucoup contribué à la réussite de ce premier Conseil National. C'est d'ailleurs ce que notre camarade Alain SAVARY confirme à Maurice COUTROT dans la lettre suivante:

Monsieur Maurice COUTROT
Sénateur-Maire
Hôtel de Ville
93 BONDY

Mon cher Camarade et Ami,

Après les deux excellentes journées passées à BONDY, à l'occasion du CONSEIL NATIONAL du Parti, je veux te dire, au nom du Secrétariat National, combien les délégués unanimes ont été satisfaits de l'accueil chaleureux et sympathique que tu nous as réservé.

Les conditions d'organisation matérielle remarquables et l'aide efficace des camarades de la section de Bondy ont beaucoup contribué à faire en sorte que ce premier Conseil National du Parti restera longtemps fixé dans le souvenir de tous ceux qui ont pu y participer.

" Je te demande de bien vouloir être notre interprète
" auprès des camarades de la section de BONDY pour les
" remercier très amicalement de leur effort.

" Je te prie de croire, mon cher Camarade et Ami, à
" l'assurance de mes sentiments amicaux.
"
"

Alain SAVARY
Premier Secrétaire

xxx

COMMISSION DES RESOLUTIONS

A l'issue des débats une Commission des Résolutions fut désignée et ainsi composée :

AYNIE (Hte Garonne - BAREL (Paris) - BRIC (Gironde) - BEREGOVOY (Hauts-de-Seine) BERNARDIN (Rhône) - BOULLOCHE (Doubs) - BORDE (Aisne) - CAILLIERET (Seine-Saint-Denis) - CARBUCCIA (Alpes-Maritimes) - CELLARD (Gers) - CHANDERNAGOR (Creuse) - DEBESSON (Nord) - DEFFERRE (Bouches-du-Rhône) - DESVALOIS (Haute-Vienne) - DREYFUS-SCHMIDT (Terr.de Belfort)- DUPONT (Loiret) - ELEDJAN (Vaucluse) - FAIVRE (Nord) - FAJARDIE (Cher) - FLEURY (Seine-Saint-Denis) - GAU (Val-de-Marne) - GAZIER (Hauts-de-Seine) - GUILLE (Aude) - HINTERMANN(Val d'Oise) - JAQUET (Seine-Saint-Denis) - JOBERT (Isère) - LABARRERE (Pyrénées Atlantiques) - LEENHARDT (Bouches-du-Rhône) - LOO (Bouches-du-Rhône) - LUSSAULT (Indre et Loire)- MAUROY (Nord) - MOLLET (Pas-de-Calais) - NAYROU (Ariège) - NOTEBARD (Nord) - PINEAU (Sarthe) - PIETTE (Pas-de-Calais) - PLANKAERT (Ille-et-Vilaine) - PONTILLON (Hauts-de-Seine)- POPEREN (Paris) - QUILLIOT (Puy-de-Dôme) - SAINTE-MARIE (Gironde) - SARRE (Paris) - SOUTHON (Allier) - SUCHET (Allier) - TADDEI (Somme).

xxx

II.- FICHIER NATIONAL DES RESPONSABLES FEDERAUX

Par circulaire N° 30 en date du 15 janvier 1970, il était demandé aux Secrétaires Fédéraux de nous retourner, avant le 15 février 1970, deux questionnaires:

- le premier concernant les membres des Bureaux Fédéraux;
- le deuxième concernant les membres des Commissions Exécutives Fédérales.

Malheureusement, à ce jour, la moitié des Fédérations n'ont pas encore répondu, ce qui gêne considérablement la mise en place du fichier national.

Nous demandons aux retardataires de bien vouloir nous répondre de toute urgence.

../

Coll. Fondation Jean Jaurès

III.- ELECTIONS CANTONALES

Une circulaire N° 38 datée du 10 février invite nos camarades Secrétaires Fédéraux de bien vouloir nous faire connaître, dès que possible et avant le 28 février, la liste de tous les candidats dans l'ensemble des cantons renouvelables.

Nous comptons sur vous !

IV.- CONGRES NATIONAL EXTRAORDINAIRE - fin AVRIL 1970

Le CONSEIL NATIONAL de BONDY des 7 et 8 février 1970, fut précédé, au cours de la matinée du samedi 7, d'une réunion d'information sur le "Plan d'Action Socialiste" animée par Denis CEPEDE. Des rapports furent présentées par J.P.BAREL - J.FLEURY - P.MAUROY - D.TADDEI- D.CEPEDE.

Au cours de la discussion générale fort intéressante, de nombreuses idées furent exposées par de jeunes militants, rejoignant très fréquemment dans leurs conclusions celles émises par des camarades plus anciens.

Les travaux se poursuivirent au sein des deux Commissions: l'une animée par Denis CEPEDE, l'autre par Dominique TADDEI et qui permettront de mettre au point un projet de "PLAN D'ACTION SOCIALISTE" qui sera soumis à la discussion du Parti et à sa décision lors d'un Congrès fin avril 1970.

Ce Congrès doit être préparé par l'ensemble des militants du Parti. C'est pourquoi nous demandons aux Sections qui sont actuellement toutes en possession des "Thèses pour le Plan d'Action Socialiste" (Documentation Socialiste N° 7 de janvier 1970), de bien vouloir faire parvenir leurs suggestions et observations pour le 29 mars 1970 au plus tard.

Les textes élaborés par les sections ou bien individuellement par des camarades devront obligatoirement être remis aux secrétariats fédéraux qui transmettront au Secrétariat National du Parti.

V.- NOS PEINES ET NOS DEUILS

Le Conseil National a été informé que notre Camarade Jean LABEUR, Secrétaire Fédéral de l'Ariège, a été victime d'un accident de voiture en se rendant à BONDY. Notre camarade Anne LABEUR, son épouse, a été tuée au cours de cet accident.

Aimé MAUCO, Secrétaire Fédéral du Gers, n'a pas pu participer aux travaux du Conseil National, son fils, âgé de 20 ans, venant de décéder.

Enfin, notre camarade Jean COURTOIS a dû interrompre précipitamment sa participation au Conseil National, sa mère étant décédée.

Le CONSEIL NATIONAL a chargé notre camarade Alain SAVARY, de présenter, au nom du Parti, à nos amis, à leurs familles ainsi qu'aux Fédérations intéressées, une adresse de sympathie.

Nous apprenons d'autre part que notre camarade PARMENTIER, ancien secrétaire fédéral de la Meurthe-et-Moselle, a été très grièvement blessé dans un accident, en se rendant aux obsèques de son Père.

Le Parti lui adresse ses souhaits de prompt rétablissement.

Ernest CAZELLES

C)

MISE AU POINT d'Alain SAVARY AU SUJET DU DIALOGUE AVEC LE P.C.

Certaines déclarations concernant les rapports avec le Parti Communiste ont été faites lors d'une Conférence de presse de la Fédération de Paris du Parti Socialiste. Il n'appartient pas au secrétaire d'une fédération d'interpréter les décisions d'un Congrès. A Issy-les-Moulineaux, un amendement de J.P. CHEVENEMENT tendant à étendre au programme commun le dialogue avec le P.C. a été repoussé à une très forte majorité. Le rapporteur, Claude BERNARDIN, avait estimé cet amendement "inutile, inopportun, voire dangereux".

Cette position a été, de façon constante, celle des responsables du Parti. Elle a été réaffirmée au CONSEIL NATIONAL.

Personne en dehors du Parti lui-même, dans une assise régulièrement mandatée, n'est qualifié pour modifier cette politique.

Je désavoue donc les propos de Georges SARRE, secrétaire de la Fédération de Paris.

Alain SAVARY

Coll. Fondation Jean-Jaurès

D) LA JOURNÉE SUR LE PLAN D'ACTION SOCIALISTE

Les travaux de la Journée d'Information sur le Plan d'Action Socialiste se sont déroulés le 7 février à BONDY dans des conditions d'efficacité qui ont permis de franchir une étape importante de l'élaboration de ce Plan.

Après la présentation générale de l'état d'avancement du projet dans son ensemble et l'analyse des travaux des cinq groupes de réflexion qui ont été chargés d'établir successivement les thèmes d'étude (DOCUMENTATION SOCIALISTE N° 3) et les thèses soumises à la délibération (DOCUMENTATION SOCIALISTE N°7), de nombreuses interventions ont eu lieu à la tribune. Ces interventions ont été, en effet, assez nombreuses pour qu'on soit conduit à prolonger le débat jusqu'à 17 heures bien que le temps de parole des camarades intervenants ait été réduit à huit minutes. Malgré cette durée d'audition de plus de cinq heures et la concision à laquelle les orateurs durent se soumettre, l'attention ne s'est pas relachée et chacun convenait de la grande utilité des contributions de chacun. Afin de ne pas laisser les paroles voler, les passages essentiels des interventions à la tribune sont actuellement diffusés à la Commission du Plan d'Action Socialiste, pour nourrir sa réflexion.

De 17 heures 30 à plus de 21 heures, deux Commissions de travail étaient constituées pour recueillir les contributions des militants délégués par les Fédérations. C'est plus de cent camarades qui s'inscrivirent dans ces commissions dont l'une se préoccupait de définir le terrain de notre action et ses objectifs, tandis que la seconde prenait en charge d'enregistrer les observations suscitées par les thèses concernant les moyens du combat socialiste et les voies de passage au socialisme. Autrement dit, la première commission reprenait les thèses des groupes A - B - et C tandis que la seconde, celles préparées par les groupes D et E. Comme pour les débats en séance pleinière, les résumés des débats des deux commissions ont été établis et communiqués à la Commission "PLAN d'ACTION SOCIALISTE" afin de tenir compte le plus précisément possible des apports des militants.

Il est donc parfaitement légitime de se féliciter des résultats d'une Journée d'Information qui, de l'avis unanime a parfaitement rempli son but.

L'attention avec laquelle ont été suivis des débats sérieux et parfois difficiles et qui ne pouvaient pas comporter de conclusions immédiates, méritait d'être signalée.

.../

Ces constatations laissent en effet présager que d'ici le Congrès, les sections, vont, sans négliger les campagnes cantonales prochaines, intensifier leur effort pour participer pleinement aux délibérations locales et fédérales qui doivent présider notre Congrès de fin avril.

Cette Journée d'Information n'avait pas pour objet de prendre des décisions et il appartiendra à la Commission du PLAN d'ACTION d'en tirer les leçons. Il n'est donc pas opportun d'en dégager des conclusions quant au contenu final de ce Plan. Notons seulement qu'il est apparu nécessaire de le distinguer d'une déclaration de Principe qui nous identifie et d'un programme d'action immédiate dont certains de ces éléments constitueront la préface, afin d'en faire la définition de la stratégie d'un Parti ayant publiquement énoncé ses buts, les moyens qu'il entend rassembler, ceux qu'il se refuse d'employer, les conditions qu'il met à son action, les contraintes qu'il entend respecter, les possibilités qu'il veut saisir etc...

Autre conclusion très importante de cette journée: la nécessité pour la Commission du Plan d'Action Socialiste, de préparer pour la délibération des sections et Fédérations, un document qui précise, clarifie et diversifie les choix que le Parti devra faire. D'aucune manière, cette Commission n'a mandat de clore un débat, ni-même d'exprimer des préférences qu'il appartiendra au Congrès de formuler. Aussi ce n'est pas un projet de Plan "à prendre ou à laisser" qui va parvenir aux militants, mais dans un ordre qui sera logique, une série, non limitative, de choix et d'alternatives propres à organiser la discussion en évitant systématiquement de l'éluder ou de l'éviter.

C'est ainsi, semble-t-il que sera facilitée le mieux l'insertion dans ce débat des apports divers ou complémentaires, que constitueront les motions préparées par les militants à la suite de la réception de ce document. Il est d'avance certain que les alternatives proposées, ou même des choix apparemment évidents seront récusés, la conception même du Plan pourra être mise en question.

Ce sont les délibérations avant et au cours du Congrès qui seront déterminantes. Ce qu'a permis la Journée d'Information, c'est de pressentir beaucoup mieux les discussions à ouvrir.

Ce qu'on doit attendre de la Commission du Plan; c'est d'en jalonner les étapes. Mais c'est aux sections et Fédérations de les parcourir afin de faire du PLAN d'ACTION SOCIALISTE, l'oeuvre du Parti tout entier.

Denis CEPEDE

E) LES RÉUNIONS d'Alain SAVARY

26 JANVIER 1970	- BAYONNE (Pyrénées-Atlantiques)
	- PAU (Pyrénées-Atlantiques) Conférence de Presse Réunion
31 JANVIER 1970	- ARRAS (Pas-de-Calais) Assemblée Générale de la section
1er FEVRIER 1970	- LENS (Pas-de-Calais) Congrès Fédéral
13 FEVRIER 1970	- TOULOUSE (Haute-Garonne) Réunion publique
14 FEVRIER 1970	- MONTAUBAN (Tarn-et-Garonne) Réunion de militants et sympathisants
15 FEVRIER 1970	- CAPENDU (Aude) Réunion publique
20 FEVRIER 1970	- PARIS Réception par le Club de Presse Henri Rochefort
22 FEVRIER 1970	- COLMAR (Haut-Rhin) Congrès Fédéral
23 FEVRIER 1970	- MARSEILLE (Bouches-du-Rhône) Réunion publique
24 FEVRIER 1970	- AIX-en-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) Réunion publique

* * * *

Coll. Fondation Jean Jaurès

et quelques extraits de presse

" ... Prenant la parole vendredi 13 février à TOULOUSE, Alain SAVARY, Premier Secrétaire du Parti Socialiste a déclaré :

" Le Manifeste radical comporte la dénonciation de certains " abus du régime capitaliste. Il est excellent que d'autres voix " que les nôtres reprennent ce que le Parti Socialiste a dit et " continue à dire. Nous avons toujours affirmé que le Parti ra- " dical était un allié naturel. Le degré des rapports de coopé- " ration que nous aurons avec lui dépendra de la décision dinale " du Congrès. A l'avance, les radicaux ont répondu à un certain " nombre de nos préoccupations, notamment lorsqu'ils dénoncent " certains abus et excès du capitalisme. Leurs options en matiè- " re économique et en matière de mutation de la société seront " les tests qui détermineront le degré croissant ou décroissant " de nos alliances".

" ... Parlant des rapports avec le Parti communiste, M. SAVARY a ajouté:

"Le Congrès d'Issy-les-Moulineaux a demandé l'ouverture d'un "dialogue avec le Parti communiste, car notre axe, c'est l'union "de la gauche, et elle ne peut se faire que si ce problème-clé "est résolu. Mais pour cela, il nous faut des réponses satisfai- "santes de la part du parti communiste à des problèmes fondamen- "taux sur les modes de luttes contre le capitalisme".

xxxx

"... M. Alain SAVARY, Premier Secrétaire du Parti Socialiste, était dimanche 15 février à CAPENDU (Aude) où il a exposé les divers problèmes de la gauche. Les syndicats, a-t-il déclaré, doivent conserver leur indépendance à l'égard des partis.

M. SAVARY a expliqué que le dialogue engagé entre son parti et le parti communiste n'impliquait pas l'élaboration d'un programme commun. Le Parti jugera, quand,et s'il faut passer à une étape ultérieure. Il a repoussé formellement toute alliance avec les centristes, et a trouvé "décourageante" l'attitude du P.S.U.

Le Premier Secrétaire du Parti Socialiste a protesté contre la livraison d'avions à la Libye en rappelant "l'attachement du Parti socialiste à la défense de l'Etat d'Israël", mais en déplorant les effets de la guerre sur les populations palestiniennes.

Il a ajouté: "Pour renverser la majorité, nous n'acceptons pas le recours à la violence. Nous n'admettons d'autre légitimité que celle conférée par le suffrage universel. C'est pourquoi le socialisme doit repartir à la conquête de l'ensemble du pays".

F) Activités du Parti ..... et déclarations

COMPTE-RENDU DES JOURNEES D'ETUDES SUR LA REFORME COMMUNALE, TENUES A MONTBELIARD, LES 14 ET 15 FEVRIER 1970.

Dans le cadre de la préparation des orientations qu'il entend se fixer dans le domaine de la démocratie locale, le Parti Socialiste a organisé à MONTBELIARD, les 14 et 15 février 1970 deux Journées d'Etudes sur la Réforme communale.

Y participaient une centaine d'élus et de militants du pays de Montbeliard, du Doubs, de la Région de Franche-Comté ainsi que quelques élus et militants de villes plus éloignées et notamment de Grenoble, de Nantes et de Toulouse. Elles étaient animées entre autres par Claude BERNARDIN, membre du Comité Directeur du Parti Socialiste, André BOULLOCHE, maire de Montbeliard et Président du District Urbain du Pays de Montbeliard et par Maurice PIC, Président de la Fédération Socialiste des Elus Municipaux et Cantonaux.

Une journée fut consacrée à une analyse critique très fouillée des difficultés administratives, techniques et politiques qu'avait affrontées le District du Pays de Montbeliard pour donner forme et contenu aux solidarités économiques et humaines d'un ensemble urbain multicommunal en rapide expansion.

Puis les participants se répartirent en Groupes de travail pour chercher à définir des orientations d'action sur les 4 problèmes que l'analyse descas présentés avait révélés comme les plus importants:

1°- Dans une période de croissance urbaine accélérée, à quel niveau convient-il de mettre en place les institutions représentatives de la démocratie décentralisée ?

2°- Quelles sont les conditions qui doivent nécessairement être remplies pour qu'une véritable responsabilité politique puisse s'exercer à ce niveau ?

3°- Quelles sont les méthodes de gestion et de relation avec la population qui doivent être développées pour que s'instaure une démocratie de participation dans des collectivités locales ainsi rénovées ?

4°- Comment concrètement une orientation socialiste peut-elle s'exprimer dans la gestion des collectivités locales ? Quels en sont les critères ?

../

Sur ces quatre problèmes les Groupes de travail ont dégagé des orientations qu'ils ont décidé de diffuser dans le Parti et auprès de l'opinion afin d'alimenter un large débat sur une réforme socialiste des institutions, des moyens et des méthodes de la démocratie locale.

Ces orientations sont les suivantes:

1°- Niveau de la démocratie décentralisée

En milieu urbain, la majorité des problèmes les plus déterminants pour l'avenir de la population se posent au niveau supracommunal, c'est-à-dire au niveau de l'agglomération. C'est là que ces problèmes doivent être étudiés et résolus. Il faut donc y établir un échelon fort de la démocratie décentralisée.

Cela signifie en clair la création d'une collectivité locale au niveau de l'agglomération, avec élection au suffrage universel direct, capacité de lever l'impôt, autonomie de décision.

Cette proposition quant à l'objectif à atteindre pose un certain nombre de problèmes que le Parti devra étudier et trancher avant la fin de l'année, notamment:

- modalités et calendrier de la création de ces nouvelles collectivités;
- statuts et rôle des niveaux inférieurs (communes actuelles, quartiers) ;
- répartition des compétences entre ces différents niveaux.

2°- Moyens de la responsabilité politique

L'exercice d'une véritable responsabilité politique ne peut s'instaurer qu'aux conditions suivantes:

- que la collectivité dispose de la maîtrise des sols;
- que la collectivité dispose de moyens financiers suffisants,ce qui suppose une redistribution des ressources fiscales entre le niveau national et le niveau local;
- que la collectivité dispose des services techniques compétents pour élaborer ses choix;
- que la collectivité dispose de l'autonomie politique suffisante, ce qui implique notamment, la possibilité de moduler ses bases d'imposition et la suppression de la tutelle administrative a priori sur ses décisions.

Certains problèmes demeurent et doivent être rapidement étudiés et résolus:

- modalités pratiques de la maîtrise des sols qui non seulement les rendent disponibles mais empêchent les mécanismes spéculatifs;

../

Collection Jean Jaurès

- réforme de la fiscalité locale;

- changement du rôle et du statut des Services techniques de l'Etat ;

- Statut du personnel communal.

3°- Les méthodes de la démocratie locale

Il est apparu que l'exercice de la démocratie locale déjà très entravée par le système actuel serait rendu encore plus difficile dans le cadre de grandes agglomérations. C'est pourquoi un certain nombre d'orientations ont été dégagées et des problèmes posés.

ORIENTATIONS

- Développer au maximum les moyens d'information (Bulletin municipal gratuit, expositions itinérantes, télévision et presse régionales etc...);

- Développer l'action d'éducation et l'action culturelle ainsi que la formation permanente des adultes;

- Favoriser la naissance de corps intermédiaires libres et démocratiques (Unions de quartiers, Conseils de résidents) susceptibles de faire apparaître les besoins de la population;

- Développer des structures d'échange et de dialogue entre responsables municipaux et groupes de citoyens (Commissions extra-municipales etc...);

- Décentraliser au maximum la gestion des équipements de quartiers.

PROBLEMES A ETUDIER

- Organisation des rapports entre les élus locaux socialistes et les structures du Parti;

- Cumul des mandats électifs, cumul des mandats internes et externes au Parti;

- Moyens de substituer au vedetariat politique la constitution d'équipes qui se partagent le travail et la responsabilité;

- Statut de l'élu local (indemnisation, plein-temps, etc...);

- Participation du personnel municipal à la gestion de la ville.

4°- Critère d'une gestion socialiste des Collectivités locales.

a) Une telle gestion met tout d'abord l'accent sur le rôle éminent des collectivités locales en matière d'équipements collectifs. De tels équipements doivent permettre une satisfaction aussi large que possible des besoins. L'appréciation de ces besoins doit procéder d'un contact permanent entre les usagers et les organismes qui les représentent démocratiquement. Les besoins de caractère culturel doivent retenir particulièrement l'attention en raison non seulement des aptitudes démocratiques que leur satisfaction peut développer, mais aussi parce que cette satisfaction est seule susceptible de donner signification à la vie de chaque homme.

../

Ainsi se trouve tracée la ligne de démarcation avec une politique conservatrice prompte à la démission dans ce domaine car elle s'accommode d'un système où seuls les besoins solvables sont pris en compte, ce qui, notamment en matière culturelle, perpétue la domination d'une classe sociale.

b) Second critère: la volonté d'assurer une plus grande justice sociale par une politique systématique de transferts sociaux au bénéfice de catégories sociales défavorisées. Ainsi une politique socialiste se différencie d'une politique conservatrice qui prend son parti du maintien des inégalités dont elle tire son pouvoir.

c) Troisième critère: L'association de tous les citoyens et tout particulièrement des jeunes au stade de la préparation des décisions, comme au stade de la gestion, afin de diffuser le plus largement possible l'exercice du pouvoir.

d) Quatrième critère: La gestion des élus socialistes doit s'effectuer en liaison étroite avec les diverses instances du Parti de telle sorte que les élus, loin de constituer une nouvelle classe politique soient les agents efficaces du Parti dans son action pour la transformation socialiste de la société.

Ces critères qui constituent les orientations minimales d'une gestion socialiste des collectivités locales devront être complétés à la suite d'une réflexion approfondie a mener dans l'ensemble du Parti.

(Adopté à l'unanimité).

xxx

Coll. Fondation Jean Jaurès

COMMUNIQUE DU PARTI SOCIALISTE

Les dernières informations en provenance des milieux ministériels confirment les indications du budget de l'Education Nationale. Le recrutement du personnel enseignant de l'Enseignement Supérieur prévu pour la rentrée 1970 sera inférieur de moitié à ce qu'il fut en 1969. En dépit d'un effort pour répartir plus équitablement la pénurie, les besoins ne seront souvent satisfaits que dans la proportion du cinquième. Dans ces conditions, les réformes pédagogiques amorcées dépérissent lentement: le travail en groupe se change peu à peu en cours magistral et le contrôle continu des connaissances en série de compositions ou en examen traditionnel. Bref, il apparaît de plus en plus évident que, faute d'une loi-programme financière, la loi d'orientation se vide insensiblement de sens au plus grand desarroi des enseignants et étudiants.

Le rapport entre les différents ordres d'enseignants reste également significatif: deux assistants au minimum pour un maître-assistant. Cette proportion malthusienne entraînera inévitablement un blocage des carrières d'ici deux ans au plus et logiquement des éliminations massives de personnel. En maintenant cette proportion, le gouvernement manifeste sa volonté d'accroître le personnel contractuel, révocable et convertible à merci.

Le Parti Socialiste tient à informer l'opinion d'un état de choses et d'un comportement gouvernemental qui contribuent à la dégradation du climat universitaire.

xxxx

Le BUREAU DU PARTI SOCIALISTE proteste contre les peines infligées par le tribunal militaire de RENNES, "dénonce la disproportion entre la sanction et les chefs d'accusation, disproportion résultant de l'anachronisme que constitue l'existence même des tribunaux militaires" et demande au Président de la République de faire libérer ces jeunes gens.

xxxx

LES ETUDIANTS SOCIALISTES

La structure spécialisée des Etudiants Socialistes s'est mise en place à l'intérieur du Parti, et commence à s'affirmer en milieu Universitaire.

Des groupes d'E.S. existent presque partout à présent: AIX - AMIENS - BESANCON - CLERMONT FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LIMOGES - LE MANS - LILLE - LYON - MARSEILLE - METZ - NANCY - NANTES - NICE - TOULOUSE - ST ETIENNE - PARIS (Dauphine: Droit-Médecine, Nanterre : Sciences Sciences-Po, Sorbonne - Censier).

Le BUREAU NATIONAL des E.S. a lancé une campagne de propagande et d'implantation qui commence à prendre effet. Nous avons sorti, à cette occasion, une affiche, des étiquettes auto-collantes et un tract national.

Par ailleurs, nous participons pleinement à la vie du Parti. Deux membres du Bureau E.S; sont admis au Comité Directeur avec voix consultative, et déjà certaines Fédérations ont admis un étudiant à titre consultatif dans leurs organes délibératifs (Article 22 des Statuts). Au sein de la Commission Universitaire, animée par Roger QUILLIOT, nous contribuons à l'élaboration de la politique du Parti. Enfin, les rencontres mensuelles entre le Bureau du Parti et celui des E.S. ont permis une véritable entente. Ainsi remplissons-nous notre mandat d'intégrer à tous les échelons le militantisme des étudiants dans le Parti. C'est pour notre action, en milieu Universitaire, une condition d'efficacité et c'est pour le Parti l'un des aspects de son renouvellement.

Mais les Etudiants Socialistes s'affirment aussi dans les Universités.

Nous sommes la seule organisation étudiante à entretenir d'excellents rapports simultanément avec les Etudiants conventionnels, les Etudiants communistes et les Etudiants P.S.U., non pas au prix de concessions, ce n'est de la part de chacun d'eux que la reconnaissance de notre existence et du caractère unificateur de nos thèmes universitaires.

Ces thèmes, ces orientations, nous les avons expliqués dans nos réunions publiques: à la Sorbonne avec Alain SAVARY, et aussi à DIJON, à GRENOBLE, à TOULOUSE et à l'Ecole Normale Supérieure.

Nous les avons défendus chaque fois que dans une Université un problème surgissait. Nous avons participé à la lutte contre la sélection en Médecine au sein du Comité Central de grève. Nous avons été à l'origine de la grève de Dauphine. A NANTERRE, nos camarades ont défendu nos positions dans les Assemblées d'étudiants. A LILLE, nous avons été l'une des forces qui a empêché la droite de reprendre l'AGE de l'U.N.E.F. A Sciences-Po de PARIS, nos camarades ont affirmé la présence de la gauche socialiste: aux élections la liste syndicale que nous soutenions a obtenu 35 % des voix. A CLERMONT-FERRAND, les E.S. ont participé au boycott. A SAINT-ETIENNE, où nos camarades animent un Comité U.N.E.F., nous avons pris part à la grève.

A la Faculté de Droit de Paris, nos propositions ont reçu l'approbation de tous les étudiants réunis en assemblée: refus des pratiques extrémistes irresponsables, campagne d'explications pour éviter l'isolement, lutte pour les libertés politiques et syndicales et contre la présence de milices armées à l'Université.

Patrick DEBONO

G) l'internationale

Un groupe de travail du Bureau de l'Internationale Socialiste, dirigé par Bruno PITTERMANN Président, et Hans YANITSCHEK, Secrétaire, s'est réuni le 9 février sous la présidence de Robert VERDIER, Secrétaire National du Parti, chargé des Relations Internationales, au siège du Parti. Cette réunion avait pour objet d'étudier les rapports avec les partis socialistes d'ASIE et d'AMERIQUE LATINE.

Le Comité a en particulier abordé la préparation des Conférences qui doivent se tenir respectivement à COSTA RICA pour le CONIDAL et à SINGAPOUR pour le CONDESAP. Précisons que CONIDAL et CONDESAP sont des organismes en voie de création, l'un pour une liaison permanente entre les Partis et Mouvements Socialistes d'Amérique Latine, l'autre entre les Partis et Mouvements Socialistes d'Asie et d'Océanie.

***

Le 10 janvier 1970, Alain SAVARY Premier Secrétaire du Parti, Robert VERDIER Secrétaire National chargé des Relations Internationales, Robert PONTILLON membre du Comité Directeur, responsable des questions internationales dans cet Organisme, se sont entretenus avec un délégué du Parti Communiste Roumain, M. NICULESCU MIZIL. Ces rencontres ont été l'occasion d'un large échange de vues et d'entretiens très cordiaux.

***

Les 9 - 10 et 11 février 1970, s'est tenu à BRUXELLES un colloque des Jeunesses Politiques de la Communauté Européenne avec une représentation proportionnelle à la représentation actuelle au Parlement Européen. Ce Colloque groupait les délégations socialistes, chrétiens-démocrates, une délégation communiste italienne, une délégation gaulliste et une délégation libérale.

Les jeunes socialistes français étaient représentés par Christian SCHOLTES, Secrétaire International des Etudiants socialistes. Les textes adoptés seront publiés dans la "Documentation Socialiste" Spécial Etudiant.

Notre camarade Christian SCHOLTES a été élu à l'unanimité Président de la Commission Jeunesse Politique du Groupe socialiste au Parlement Européen.

Les principales résolutions permettent de constater:

1- L'évolution des Communistes italiens acceptant une Europe socialiste indépendante des 2 blocs, un Parlement européen élu au suffrage Universel, doué de compétences politiques et acceptant de présider l'une des séances.

2- L'importance de l'Unité des délégations socialistes.

3- L'évolution vers des positions socialistes de certains socio-chrétiens.

Robert VERDIER

****
* L'INTERNATIONALE *
****

C O M M U N I Q U E

Le Parti Socialiste, informé de l'arrestation d'un Etudiant marocain, Hamid BARRADA, de la notification d'expulsion dont il est l'objet, de l'interpellation "d'un certain nombre de ressortissants marocains", élève une vive protestation contre ces mesures arbitraires.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Maroc ne saurait en aucune manière justifier une intervention des autorités françaises contraire au droit des gens.

***

Coll. Fondation Jean-Jaurès

H) LES GROUPES DE TRAVAIL

/ AFFAIRES SOCIALES ET SYNDICALES /

1°- Les travaux du groupe ont été centrés sur l'étude des conditions de l'appropriation collective de l'autofinancement. Il a été décidé qu'une commission ad hoc serait constituée en liaison avec la commission économique pour dégager les propositions à soumettre aux instances du Parti.

2°- Le groupe attire l'attention des fédérations sur l'importance des relations à développer avec les organisations syndicales à l'échelon départemental.

Il est donc nécessaire que chaque fédération charge un camarade d'assurer cette liaison et nous fasse connaître son nom et ses coordonnées afin que nous puissions échanger informations et expériences.

Il est indispensable d'éviter toute confusion entre la mission du responsable chargé des relations syndicales et le rôle du camarade qui anime au plan fédéral l'action du Parti dans les entreprises (groupes ou sections d'entreprise). Les responsabilités sont de nature différente et il est bon que le Parti manifeste concrètement sa volonté de respecter l'indépendance et l'originalité du mouvement syndical à tous les niveaux.

Pierre BEREGOVOY

/ SECTEUR PROMOTION FEMININE /

Le secteur promotion féminine a adressé le 8 décembre dernier un appel aux secrétaires fédéraux en leur demandant de nous aider à :

- Faire face à l'évènement;
- Sensibiliser l'opinion féminine;
- Dénoncer les carences et la démagogie gouvernementale;
- Proposer un Plan Socialiste de la promotion féminine.

Nous avons reçu de nombreuses réponses. Mais l'accord des secrétaires fédéraux doit se renforcer par celui des militants. Au moment où le Parti Socialiste se réforme et se renforce, nous nous devons de prendre conscience de l'importance de notre mission à travers le pays afin que notre idéal soit compris et triomphe.

Il est temps de nous grouper dans des réunions de travail, afin que les femmes (54% du corps électoral) informées et éduquées deviennent une force agissante.

Tu as saisi l'importance de cette action. Nous nous permettons de compter sur toi, afin qu'ensemble, militants et militantes, nous construisions le chemin qui mène au Socialisme libérateur.

Janette BRUTELLE-DUBA

Fondation Jean Jaurès

I LES ORGANISMES CENTRAUX

Le Secrétariat du Parti a diffusé, lundi 16 février, après le discours de M.CHABAN-DELMAS, le communiqué suivant:

Le Premier ministre affectionne les interviews pour peu de choses. Le gouvernement note avec satisfaction que la hausse enregistrée par les indices des prix s'est arrêtée à 0,1% des 6% qui jugeait dangereux. Mais il faut rappeler qu'un indice est une moyenne bien abstraite et que les diverses catégories sociales ne sont pas frappées également par les hausses. Pour les travailleurs à bas salaire, ou limités à un temps partiel, pour les personnes âgées, pour beaucoup de jeunes et leurs familles, qui ont fait le prix du plan de redressement, l'année 1969 aura été une année d'appauvrissement. A un important nombre de privilégiés, la dévaluation a apporté un enrichissement sans cause et le gouvernement n'a rien fait pour corriger cette distorsion du sort des uns et des autres. Par manque de moyens et par manque de volonté politique, la loi d'orientation universitaire est manque de volonté politique, la loi d'orientation universitaire est vidée de sa substance. Tout ce que le Premier ministre offre à la jeunesse, c'est la devise de la nouvelle société: travail, sport et dévouement.

Le jour même ou par une interview de M.POMPIDOU à un journal américain, les Français apprennent qu'il est question de vendre des avions militaires aux colonels grecs, le Premier ministre s'abstient de toute allusion à la politique étrangère, et semble ainsi confirmer qu'il s'agit là d'un domaine réservé au Président de la République sans que le Parlement, le gouvernement et l'opinion publique, aient à en connaître et à en débattre.

xxx

Coll. Florence Gauthier

Le Bureau

/REUNION DU 14 JANVIER 1970/

1.- REPONSE AU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

Le projet de réponse est adopté.

2.- PROGRAMME POUR LES ELECTIONS CANTONALES

Le programme amendé est adopté.

3.- RAPPORTS AVEC LES AUTRES FORMATIONS DE GAUCHE

Le Conseil National pourra autoriser le Comité Directeur à convoquer un Conseil National extraordinaire ayant pouvoir de Congrès, pour définir les conditions d'unification avec les autres formations de la Gauche socialiste.

4.- "AGENCE DE PRESSE DE LA LIBERTE"

Un Comité de lecture se réunira tous les lundis, constitué de : Jacques ENOCK, Claude FUZIER, André LABARRERE et Robert VERDIER

/REUNION DU 21 JANVIER 1970/

1.- ASSOCIATION FRANCE-U.R.S.S.

Le Parti maintient sa position de ne pas accepter de poste de responsabilité à l'Association FRANCE-U.R.S.S.

2.- JEUNESSES SOCIALISTES

La RENCONTRE NATIONALE des Jeunesses Socialistes aura lieu le 12 avril 1970.

3.- DEBAT PUBLIC AVEC LE P.C.F.

Le protocole, non public des travaux, est adopté à l'unanimité moins 1 voix (A.NOTEBART).

4.- CONVENTION COLLECTIVE AVEC LE PERSONNEL

Le texte de la Convention Collective sera adressé aux membres du Comité Directeur.

Elle sera reconduite tacitement, eu égard à la procédure de dénonciation.

/REUNION DU 28 JANVIER 1970/

1.- DEMISSION DE J.MONTALAT

Le cas de Jean MONTALAT sera soumis au Comité Directeur par le Premier Secrétaire.

2.- SECTION DE BREST

Le Bureau du Parti, en application de la décision N°12 du Comité Directeur du 10 janvier, entérine la division de la section de BREST en 3 sections.

3.- REVUE "PLANETE"

Le Secrétariat s'informera avant de répondre à la demande d'un article pour la revue "PLANETE".

4.- ELECTIONS DE NANCY

Le Premier Secrétaire répondra, éventuellement en CONSEIL NATIONAL, aux questions aui pourraient lui être posées.

5.- ARTICLE DE J.P. CHEVENEMENT

Le Premier Secrétaire a commenté, de façon critique, l'article publié par J.P. CHEVENEMENT dans le journal "COMBAT" du 27 janvier 1970.

6.- Le prochain BUREAU aura lieu le Vendredi 6 FEVRIER à 17 H 30

***

../

/REUNION DU 6 FEVRIER 1970/

1.- PROJET D'UN GROUPE PARLEMENTAIRE FRANCE D.D.R.

Le Secrétariat conseillera au groupe socialiste de l'Assemblée Nationale de déposer des propositions de lois visant à nouer des relations plus étroites avec la R.D.A. et de renoncer à la création du groupe projeté.

2.- PROCHE - ORIENT

Le Parti décline l'invitation du Général KOENIG à participer aux organismes dirigeants de l'Association France-Israël.

Le Parti recherchera une association plus largement représentative et le Secrétariat s'informera sur l'Association dirigée par Diomède CATROUX.

3.- CONVENTION NATIONALE D'"OBJECTIF 72".

Le Secrétariat représentera le Parti à la Convention Nationale d'"OBJECTIF 72".

4.- DECLARATIONS AU CONSEIL NATIONAL

4.1. C.I.R.

Le Premier Secrétaire réaffirmera la volonté du Parti de parvenir à l'unité socialiste sans préalable.

4.2. PARTI RADICAL

Le Premier Secrétaire montrera les limites du Manifeste Radical; dans sa déclaration à la presse, il fera état de divergences et de convergences entre le Manifeste et la doctrine du Parti et rappelera que l'électorat radical a toujours appartenu à la gauche.

5.- PROCES DE RENNES

Le Parti publiera une déclaration sur la justice militaire. Un rapport sur le problème d'ensemble de la justice militaire a été demandé à CELLARD.

/REUNION DU 20 FEVRIER 1970/

1.- ORDRE DU JOUR DU COMITE DIRECTEUR

- Presse du Parti
- Souscription permanente
- Fixation de la date du Congrès extraordinaire
- Plan d'Action Socialiste
- Rapports sur les diverses Rencontres internationales (16 janvier, 19 janvier, 9 février)
- Ouverture du dialogue avec le P.C.
- Rapport sur la rencontre P.S. - P.S.U.
- Situation Universitaire
- Le problème des Tribunaux militaires
- Situation d'un député démissionnaire du Parti
- Questions diverses.

2.- Le BUREAU propose au Comité Directeur:

2.1. PRESSE

La transformation, à dater du 1er mars, du "Populaire de Paris" en Bulletin Socialiste.

L'étude de plusieurs hypothèses de publications du Parti et d'un moyen de financement par l'abonnement des sections.

2.2. Le lancement d'une souscription permanente.

../

2.3. De tenir le Congrès extraordinaire les 25 et 26 avril 1970

2.4. D'ouvrir le débat public avec le P.C.F., le 28 février 1970, et de confier les responsabilités des groupes de travail à:

C. FUZIER "SOCIETE SOCIALISTE"

G. JAQUET "VOIES DE PASSAGE"

P. BEREGOVOY "MOYENS DE LUTTE"

A. BOULLOCHE "REPLIQUES COMMUNES"

2.5. De donner mandat au groupe parlementaire pour déposer une proposition de loi visant à la suppression des tribunaux militaires.

2.6. AFFAIRE MONTALAT

- De refuser l'apparentement au groupe socialiste de Jean MONTALAT.
- qu'Alain SAVARY rappelle à J. MONTALAT que l'article 78 des Statuts prévoit l'exclusion de tout élu quittant le Parti sans démissionner de son mandat et lui demande une réponse avant le 31 Mars 1970.

2.7. ELECTIONS DE NANCY

- qu'Alain SAVARY fasse une déclaration à l'issue du Comité Directeur.

3.- MOTIONS TRANSMISES PAR LE CONSEIL NATIONAL AU COMITE DIRECTEUR

Les motions :

- de la Fédération du Gard, de solidarité avec les grévistes antifranquistes espagnols;
- de la Fédération de Paris, de protestation contre l'arrestation de militants du Parti par la police;
- de la IXème section de Paris, de soutien au Comité National pour la libération des soldats emprisonnés;

La motion de la Fédération de l'Indre demandant qu'André CHANDERNAGOR soit à nouveau déféré à la Commission des Conflits, sera communiquée à cette dernière.

* * *

xxx

SOUSCRIPTION NATIONALE

CHAQUE CAMARADE QUI RECOIT

la "DOCUMENTATION SOCIALISTE" ou le "BULLETIN INTERIEUR"

DOIT POUVOIR RECUEILLIR AU MOINS 12 SOUSCRIPTIONS.

A I D E Z - V O T R E P A R T I

S O U S C R I V E Z ,

F A I T E S S O U S C R I R E .

C.C.P.- A.LE FLOCH 44.78 PARIS

— Le Comité Directeur

REUNION DU 21 FEVRIER 1970

1.- PRESSE

Le "Populaire de Paris" est transformé en Bulletin socialiste.

Une note d'information sur les hypothèses concernant les nouvelles publications du Parti sera adressée à tous les membres du Comité Directeur.

2.- PLAN D'ACTION SOCIALISTE

Un plan détaillé avec l'énoncé des divergences sera adressé aux sections avant le 5 mars.

Dès le 5 mars, la Commission Centrale fera entreprendre la rédaction du P.A.S. avec ses variantes, par un rédacteur unique, assisté de quelques collaborateurs.

3.- RENCONTRES INTERNATIONALES

Sur rapports d'Alain SAVARY et Robert VERDIER sur les diverses Rencontres internationales auxquelles ont participé les délégués du Comité Directeur, celui-ci prend note de l'importance qu'aura la réunion du prochain Comité de liaison qui se tiendra à BRUXELLES du 21 au 23 mai.

4.- DEBAT PUBLIC AVEC LE P.C.F.

Le débat s'ouvrira le 28 février 1970.

Les responsables du Parti des groupes de travail seront :

"SOCIETE SOCIALISTE"	Claude FUZIER
"VOIES DE PASSAGE"	Gérard JAQUET
"MOYENS DE LUTTE"	Pierre BEREGOVOY
"REPLIQUES COMMUNES"	André BOULLOCHE

5.- RENCONTRE P.S.- P.S.U.

Le Comité Directeur enregistre le rapport fait par Pierre MAUROY sur la Rencontre P.S.-P.S.U.,et attendra la réponse promise par celui-ci, avant de rediscuter de cette question.

../

Coll. Fondation Jean-Jaurès

6.- AFFAIRE MONTALAT

Le Comité Directeur demandé au groupe socialiste de refuser l'apparentement de Jean MONTALAT.

Alain SAVARY adressera une lettre à J.MONTALAT pour lui rappeler l'Article 78 des Statuts.

Il lui demandera que sa réponse parvienne au Parti avant le 31 mars.

7.- SITUATION UNIVERSITAIRE

Le Comité Directeur, sur rapport de R.QUILLIOT, et après discussion, décide que le Premier Secrétaire fera une déclaration sur la situation universitaire.

Le C.D demande au groupe parlementaire d'obtenir qu'un débat ait lieu à l'Assemblée Nationale sur cette grave situation.

8.- TRIBUNAUX MILITAIRES

Le Comité Directeur demandera au groupe parlementaire

- de déposer une proposition de loi visant à la suppression des tribunaux militaires;

- d'étudier une réforme de la justice.

9.- ELECTIONS DE NANCY (février 1970)

Le Premier Secrétaire fera une déclaration sur ces élections.

10.- MANIFESTE RADICAL

Un groupe de travail sera constitué, qui étudiera le Manifeste et rapportera au prochain C.D.

11.- DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 - Le Parti lancera une souscription permanente.

11.2 - Le Congrès extraordinaire aura lieu les 25 et 26 avril 1970.

11.3 - Le prochain Comité Directeur aura lieu exceptionnellement le samedi 21 MARS 1970.

***

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le COMITE DIRECTEUR a adopté, sur proposition du Premier Secrétaire, le texte suivant sur les élections municipales de NANCY.

Les élections municipales de Nancy ont été l'occasion d'un débat sur la signification de la présence de socialistes dans une liste de coalition.

Il ne saurait être question, comme certains l'auraient dit, d'accepter que des socialistes tempèrent leur opposition à la politique gouvernementale parce qu'ils seraient candidats à des élections municipales. Il y aurait là une attitude équivoque condamnable.

Il ne saurait être davantage question que des élus socialistes aient pour principale ambition en matière de gestion municipale de "collaborer" avec une administration qui dépend actuellement d'un gouvernement réactionnaire et qui ne peut en conséquence qu'appliquer les directives de ce gouvernement. De surcroît, est-il utile de souligner que les socialistes ont une définition politique de la gestion municipale et que la volonté du Parti Socialiste est de lutter contre l'excessive tutelle administrative et de renforcer les libertés locales et les moyens propres aux collectivités.

Ce qui s'est passé à Nancy ne peut donc être considéré comme exemplaire et peut encore moins être retenu comme un précédent.

En effet, le Bureau National qui avait eu le souci de s'informer, n'avait pas, pour autant, donné son aval à la manière dont ces élections ont été abordées.

C'est au Parti tout entier qu'il appartiendra, lors de ses assises de l'automne, d'arrêter la tactique pour les élections municipales de 1971.

***

Coll. Fondation Jean Jaurès

A l'issue du COMITE DIRECTEUR, Alain SAVARY a dénoncé, à propos de l'Université : " les méthodes gouvernementales qui consistent à élaborer des textes à la sauvette, ce qui crèe une situation anarchique qui facilite les pressions fascistes".

... Il s'est également déclaré préoccupé par le rôle des tribunaux permanents des forces armées qui, a-t-il estimé, crèent une situation "anachronique".

... Alain SAVARY s'est réjoui du grand nombre de candidats que le Parti socialiste présentait au premier tour des élections cantonales et a indiqué que des accords locaux étaient souvent intervenus avec la Convention des institutions républicaines et le Parti radical, en vue de réaliser une candidature unique de la gauche socialiste. Il n'en a pas été de même -du moins pas encore- avec le P.S.U. Alain SAVARY a simplement noté que la récente rencontre entre les deux formations s'était limitée à une analyse des positions respectives. Le Premier Secrétaire a indiqué que le Parti Socialiste allait étudier le Manifeste radical "afin de déterminer quel degré de coopération avec le parti radical pourrait être atteint...

***

Parlant dimanche 22 février à COLMAR devant le Congrès de la fédération du Haut-Rhin du Parti socialiste, Alain SAVARY a déclaré notamment :

"Nous allons entamer très prochainement le dialogue avec
" le Parti communiste. Dans les quinze prochains jours, nous pro-
" cèderons à la rencontre avec le parti communiste pour mettre en
" place les groupes de travail qui auront à examiner les questions
" fondamentales qui sont pour nous les clés d'une étape ultérieu-
" re à savoir la définition de la société socialiste, les voies
" de passage au socialisme et les modalités de lutte contre le
" régime capitaliste ...

" Nous avons, bien sûr, le souci que le dialogue soit
" fructueux, mais nous l'entreprenons sans complaisance. Le Parti
" sera seul maître et juge pour décréter quand il conviendra de
" passer du dialogue avec le P.C. à un accord de programme commun".

Alain SAVARY a été conduit à parler de la Ligue communiste (trotskyste), et a déclaré :

" Nous sommes très attachés à la voie démocratique. Nous
" ne reconnaissons comme légitimité de l'accession au pouvoir que
" la voie des élections. Toute démarche qui tend à laisser croire
" que la gauche pourrait parvenir au pouvoir par d'autres méthodes
" nous paraît être dangereuse et illusoire".

II _ Le Comité Directeur

/ REUNION DU 21 MARS 1970 /

1.- E L E C T I O N S

- Le Comité Directeur félicite les militants pour la campagne menée à l'occasion des élections municipales.
- Alain SAVARY adressera au Parti une lettre qui traitera des problèmes que posent les prochaines campagnes électorales, municipales et législatives.

2.- INFORMATION POLITIQUE A L' O.R.T.F.

Le Comité Directeur mandate le Secrétariat National pour mettre au point un projet définitif sur le problème de l'information politique à l'O.R.T.F.

3.- EXAMEN DU MANIFESTE RADICAL

Le Comité Directeur, après étude du texte public et non amendé du Manifeste du Parti Radical, constate la concordance de certains objectifs de ce Manifeste avec certains de ceux du Parti Socialiste.

Le Parti est prêt à rencontrer le Parti Radical pour examiner les moyens de parvenir à ces objectifs.

4.- DIALOGUE AVEC LE P.C.F.

Le Comité Directeur a procédé ensuite à la désignation d'un certain nombre des membres des Groupes de travail, prévus pour le dialogue avec le Parti Communiste. Ces travaux commenceront sans doute immédiatement après Pâques et le Parti Socialiste souhaite que les réunions aient lieu à un rythme soutenu.

Les Camarades proposés sont:

J.P. BAREL - P.CARPENA - E.CAZELLES - A.CELLARD - D.CEPEDE - P.DESVALOIS - J.ENOCK - J.FLEURY - J.A.GAU - C.MICHEL - R.PONTILLON- R.QUILLIOT - G.SPINETTA et D.TADDEI.

Le Comité Directeur donne délégation au Bureau pour compléter ces Groupes de travail.

5.- ASSISES NATIONALES DU PARTI

Le CONSEIL NATIONAL aura lieu le 19 juin, le CONGRES NATIONAL EXTRAORDINAIRE est reporté aux 20 et 21 juin 1970.

6.- EDUCATION NATIONALE

6.1.- L'examen de la situation est renvoyée au prochain Bureau.

6.2.- Le Parti invite tous les militants à participer,de façon active, à la préparation des 5 manifestations du 24 MAI organisées par le C.N.A.L.

7.- BARRAGES DES ROUTES PAR LES ROUTIERS

Un communiqué sera publié au nom du Parti.

***

Collection Jean-Jaurès

Le Comité Directeur a examiné la situation résultant des derniers développements du conflit entre le gouvernement et les chauffeurs routiers. A ce sujet trois observations sont nécessaires.

Le Gouvernement porte la responsabilité du désordre. Alors qu'il affirme sa volonté de dialoguer, il refuse en fait la concertation et incite par là même, certaines catégories de Français à exprimer leur désaccord par la force. Il est ainsi à l'origine de la détérioration de l'image que les citoyens se font de l'Etat.

D'autre part ce conflit rappelle que les conditions de travail des chauffeurs routiers sont parmi les plus scandaleuses et que dans cette profession les lois de protection sont dans la pratique inappliquées. Le patronat, qui impose ses conditions de travail, inadmissibles, et le gouvernement qui laisse faire, sont responsables. Les chauffeurs routiers ne doivent pas se laisser détourner de leur combat pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Enfin, ce conflit rappelle également l'absence d'une politique générale des transports en France. Les transports, quel que soit le système de propriété des entreprises, sont un service public. Or, il faut noter que le caractère privé de l'expansion des transports au cours de la dernière décennie s'est accompagnée dans le domaine de la route d'une inadaptation du réseau routier à ses fonctions de service public.

***

l'enseignement scientifique traditionnel dispensé dans l'Université (englobant les"grandes écoles") afin que soit assurée la coordination entre les différentes branches du savoir scientifique et technique, coordination absolument nécessaire au développement et à la diffusion des innovations technologiques.

x

xx xx

MOTION de la FEDERATION de la L O I R E

I - Partie du Document intitulée :"SOCIALISER L'ECONOMIE" (§§ 40 à 48).

Nouvelle rédaction proposée :

40.- Les socialistes français entendent lutter contre les inégalités sociales qui rendent inefficace l'égalité des droits entre les citoyens : inégalités non seulement de revenus mais de pouvoir.

41.- Dans une société industrialisée, le pouvoir appartient à ceux qui décident des investissements. Devenant une responsabilité publique, la fonction d'investissement doit être soumise à une PLANIFICATION DEMOCRATIQUE .

42.- Le plan de développement devra être élaboré démocratiquement, à partir de besoins collectifs systématiquement recensés au niveau des Communes regroupées et des Régions, avec la participation effective des Syndicats, des Organisations professionnelles et familiales, des Collectivités ; pour que les choix économiques retenus comme possibles manifestent leur orientation politique, on fera coïncider la discussion sur le Plan avec les débats politiques qu'entraîne le renouvellement du Parlement.

43.- L'exécution du Plan implique la substitution à la propriété capitaliste de formes nouvelles de PROPRIETE SOCIALE : en priorité s'imposent l'appropriation par la Collectivité de l'ensemble du système bancaire et de crédit et celle des secteurs décisifs de l'économie nationale.

44.- Les socialistes français prônent la socialisation progressive de tous les moyens de production et d'échange dont la propriété privée apparaîtrait comme un obstacle à l'exécution du Plan .

45.- Ils sont soucieux de s'opposer à la dictature d'une économie planifiée exclusivement commandée du centre. Ils veulent instaurer, au sein d'une planification démocratique qui n'exclut pas le recours à un marché contrôlé, une

./.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

décentralisation permettant, au sein des entreprises et des services , l'exercice autonome de la responsabilité des travailleurs .

46. Une perspective d'AUTOGESTION, exclusive de toute forme de cogestion dans le cadre maintenu du capitalisme, exprime ainsi l'exigence de démocratie dans le socialisme .

II. - Partie du Document intitulée : " EGALISER LES CHANCES" ((!§ 49...)

- § 49 et 50 maintenus .

Paragraphe suivant (nouveau, comme complément) :

L'instauration d'une société socialiste passe par une démocratisation réelle de l'enseignement qui ne se conçoit que:

- par une remise en cause de la culture bourgeoise;
- par une réforme des structures à tous les niveaux qui pourrait être réalisée par:

* par la constitution d'un tronc commun couvrant l'actuelle obligation scolaire (16 ans);
* une deuxième période d'observation et d'option (16-18 ans);
* une troisième période s'orientant vers l'enseignement spécialisé;
- par une révision fondamentale de la politique de formation des maîtres ;
* formation initiale de durée et de qualité suffisantes;
* formation permanente ,
- par la prise en charge de l'étudiant dans ses études .

III. - Partie du Document intitulée : ""UN COMBAT SANS FRONTIERES"

-§§ 74 sur le Pacte Atlantique , §§ 75 et 76 .

- Nouveau texte proposé au 74 :

§ 74 :

Considérant impossible le développement d'une expérience de démocratie socialiste dans un pays membre d'un Pacte dirigé par la première puissance capitaliste du monde, les ETATS-UNIS; ou sous la tutelle d'une puissance étrangère totalitaire, l'Union Soviétique .

Les Socialistes français lutteront pour que la France quitte le Pacte Atlantique .

- agiront pour la destruction simultanée des deux systèmes militaires fondés sur le Pacte Atlantique et le Pacte de Varsovie,

- encourageront toute politique de neutralisation de l'Europe;

Les §§ 75 et 76 sont maintenus .

N.B. La nouvelle rédaction du § 74 entraîne la suppression du § 30 qui n'a pas sa place là où il est .